

RÉUNION DU CNESER EN FORMATION PLÉNIÈRE

SÉANCE DU 22 JUIN 2007

Présidée par

Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

**Présentation du projet de texte portant
organisation de la nouvelle Université**

Déclaration de la CGT

Au nom de « l'autonomie », votre projet de loi est une véritable « contre réforme » qui s'attaque à trois enjeux essentiels.

1. Votre réforme va aggraver les conditions d'accès de la jeunesse à l'Enseignement supérieur. Votre autonomie signifie en effet obligation de dépendance financière et politique accrues des universités aux exigences patronales.

C'est donc la certitude d'une triple sélectivité :

- sélectivité par la marchandisation des formations supérieures ;
- sélectivité par une réduction du champ de l'offre de formation ;
- sélectivité au nom du souci de l'excellence qui conduira à sélectionner a priori des profils d'étudiants pour leurs chances de réussite.

Votre autonomie c'est aussi des formations plus étroites, plus utilitaristes.

2. Votre autonomie va dégrader la qualité de l'insertion professionnelle.

Elle porte en effet la remise en cause de la valeur nationale des diplômes. Le marché de l'emploi, tel que le patronat le conçoit fixera leur niveau d'excellence, donc l'accès à l'emploi, les salaires d'embauche, les perspectives d'évolution professionnelle.

3. Votre autonomie va contraindre les universités à réduire leur potentiel de recherche, le niveau et les champs de compétences scientifiques du pays aux seules attentes du monde économique.

Parce que ces trois points sont insupportables, inacceptables, votre réforme a donc aussi besoin de faire reculer les quelques acquis démocratiques que représentent les statuts des personnels, l'organisation et le fonctionnement des établissements publics universitaires et de la Recherche et que vous refusez de faire d'une instance comme le CNESER un vrai lieu de dialogue social.

Au moment où le gouvernement affiche au plan politique « une volonté d'ouverture douteuse », votre réforme a le triste mérite de « fermer » l'Université et la Recherche à la société pour les mettre sous la dépendance des entreprises et du patronat.

Le gouvernement choisi ouvertement de donner au Medef, à la loi de l'argent, le pilotage de l'Université, de la Recherche, l'avenir de la jeunesse et du pays.

Nous faisons un autre choix. Celui d'une vraie réforme de l'Université, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

La CGT n'est pas pour le statu quo, mais elle conteste complètement l'orientation du projet actuel.

Elle pense que la rénovation et le développement du service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche concerne tous le corps social. À cet effet, la CGT a fait des propositions pour la rénovation du service public. Un document vous a été remis officiellement lors de notre entrevue d'hier. Nous mettrons ces propositions en débat dans les prochaines semaines afin de concourir au développement d'un vaste mouvement pour une toute autre réforme.

Enfin, Madame la Ministre, la CGT souhaite avoir des réponses claires quant au détachement des personnels du CNRS dans les universités. Vous nous avez précisé ne pouvoir ni confirmer ni infirmer ces informations. Pouvez-vous nous confirmer qu'elles sont du « domaine du phantasme » et dans ce cas, nous vous demandons d'apporter les éclaircissements nécessaires sur les deux articles suivants : article 16 – avant-dernier alinéa et article 21 – dernier alinéa.